



Conférence des ministres de l'Éducation  
des États et gouvernements de la Francophonie



# RAPPORT D'ACTIVITÉS 2013

[www.confemen.org](http://www.confemen.org)

## ÉQUIPE SECRÉTARIAT TECHNIQUE PERMANENT (STP) • 2013

---

### SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA CONFEMEN

M. KI Boureima Jacques,  
Secrétaire général  
bjacqueski@confemen.org

Mme Penda NDIAYE DIA,  
Assistante du Secrétaire général  
pndiaye@confemen.org

M. Ngor DIOUF,  
Chauffeur

---

### PÔLE POLITIQUES ÉDUCATIVES

politique.ed@confemen.org

Mme Fatou NDOYE DIOP,  
Conseillère en politiques éducatives  
fndoye@confemen.org

Mme Lyne GINGRAS,  
Conseillère en politiques éducatives  
lgingras@confemen.org

Mme Fatimata BA DIALLO,  
Conseillère en politiques éducatives  
bfatima@confemen.org

Mlle Anitha Jaotody,  
Volontaire internationale de la Francophonie  
janitha@confemen.org

---

### PÔLE ÉVALUATION (PASEC)

pasec@confemen.org

M. Jacques MALPEL,  
Coordonnateur PASEC  
jmalpel@confemen.org

M. Sègbégnon Oswald OLAMIDÉ KOUSSEHOUEDE,  
Conseiller technique,  
Chef de Division gestion et analyse des données  
koswald@confemen.org

Mme Vanessa SY,  
Conseillère technique  
Chef de Division instruments d'enquête  
svanessa@confemen.org

M. Bassile ZAVIER TANKEU,  
Conseiller technique  
btankeu@confemen.org

M. Moussa HAMANI OUNTÉNI,  
Conseiller technique  
mounteni@confemen.org

M. Antoine MARIVIN,  
Conseiller technique  
amarivin@confemen.org

M. René Essiane NNA,  
Conseiller technique  
ressiane@confemen.org

M. Hilaire HOUNKPODOTE,  
Conseiller technique  
hhilaire@confemen.org

Mlle Aurore DUROY,  
Conseillère technique  
aduroy@confemen.org

Mme Khady MBAYE CAMARA,  
Assistante Pôle évaluation  
kmbaye@confemen.org

---

### PÔLE GESTION

gestion@confemen.org

M. André NDIAYE,  
Gestionnaire comptable  
andiaye@confemen.org

M. Hamady SAVANÉ,  
Assistant administratif et financier  
hsavane@confemen.org

Mme Khady Ndongo NDOYE,  
Assistante Pôle Gestion  
kndoye@confemen.org

M. Abdou Kader THIAM,  
Technicien de surface

---

### PÔLE COMMUNICATION

communication@confemen.org

M. Abobacar SY,  
Conseiller en Communication  
abousy@confemen.org

M. Mahip NDIAGA DIOP,  
Webmestre  
nmdiopl@confemen.org

Mme Anne Penda SENE BAMPOKY,  
Assistante Pôle Communication  
apsene@confemen.org

Mme Gnagalé SIDIBÉ BABAKAN,  
Assistante Pôle Communication  
gbabakan@confemen.org

Mme Marie Anne O'REILLY,  
Volontaire internationale de la Francophonie  
moreilly@confemen.org

# T A B L E D E S M A T I È R E S

LISTE DES ACRONYMES	4
Préambule	5
<b>I- Réunions statutaires et de pilotage</b>	<b>7</b>
1.1 Réunion du Groupe de travail des correspondants nationaux	9
1.2 Réunion du Bureau de la CONFEMEN	9
1.3 Réunion du Comité de pilotage du projet "PASEC 2014"	10
1.4 Réunion du Comité scientifique du PASEC	10
<b>II-Appui aux politiques éducatives, concertation et développement du partenariat</b>	<b>13</b>
2.1 Concertations avec des partenaires sur les problématiques de l'éducation	17
2.2 Renforcement du partenariat et mobilisation des ressources	19
2.3 Partenariat avec d'autres structures dans le cadre du PASEC	20
<b>III- Renforcement des relations avec les autres instances de la Francophonie</b>	<b>22</b>
3.1 Participation aux sessions du CPF, de la CMF et de l'APF	23
3.2 Réunion du Comité conjoint de suivi OIF/CONFEMEN	24
3.3 Partenariat entre la CONFEMEN et l'AIMF	25
3.4 Mise en œuvre de la convention CONFEMEN/CONFEJES/IAAF	25
3.5 Concours des 10 mots de la Francophonie	25
<b>IV- Appui au pilotage de la qualité et à la gouvernance des systèmes éducatifs</b>	<b>27</b>
4.1 Finalisation des dernières évaluations nationales des systèmes éducatifs	28
4.2 Préparation des évaluations internationales PASEC 2014	29
4.3 Atelier des décideurs sur la gestion axée sur les résultats	30
4.4 Mise en place progressive d'un Observatoire sur la qualité de l'éducation	30
<b>V- Renforcement de la visibilité des actions de la CONFEMEN</b>	<b>31</b>
5.1 Participation aux grandes réunions régionales et internationales sur l'éducation	32
5.2 Visibilité médiatique de la CONFEMEN	33
CONCLUSION	35

# L I S T E   D E S   A C R O N Y M E S

<b>ADEA</b>	Association pour le développement de l'Éducation en Afrique
<b>AFD</b>	Agence française de développement
<b>AIMF</b>	Association internationale des maires francophones
<b>Apréli@</b>	Association pour la promotion des ressources éducatives libres africaines
<b>BID</b>	Banque islamique de développement
<b>BM</b>	Banque mondiale
<b>CMF</b>	Conférence ministérielle de la Francophonie
<b>CN</b>	Correspondants nationaux
<b>CONFEMEN</b>	Conférence des ministres de l'Éducation des États et gouvernements de la Francophonie
<b>CONFESJES</b>	Conférence des ministres de la Jeunesse et des Sports de la Francophonie
<b>CPF</b>	Conseil permanent de la Francophonie
<b>CS</b>	Comité scientifique
<b>EPT</b>	Éducation pour tous
<b>GT</b>	Groupe de travail
<b>IFADEM</b>	Initiative francophone pour la formation à distance des maîtres
<b>EPT</b>	Éducation pour tous
<b>OIF</b>	Organisation internationale de la Francophonie
<b>PASEC</b>	Programme d'analyse des systèmes éducatifs de la CONFEMEN
<b>SACMEQ</b>	Consortium de l'Afrique australe et orientale pour le pilotage de la qualité de l'Éducation
<b>STP</b>	Secrétariat technique permanent
<b>UNICEF</b>	Fonds des Nations unies pour l'enfance
<b>UNESCO</b>	Organisation des Nations unies pour l'éducation, la science et la culture

# P R É A M B U L E



**KI Boureima Jacques,**  
**Secrétaire général de la CONFEMEN**

Depuis 2011, la CONFEMEN a opté pour des plans biennaux. Le premier plan biennal a couvert la période 2011 et 2012 dont la mise en œuvre a donné des résultats probants et encourageants. Le deuxième plan biennal 2013 – 2014 a été adopté par la 55e session ministérielle (Ndjamena, décembre 2012). Ce plan d'action avait pour objectif général, de créer les conditions favorables, pour d'une part réussir les mesures de réformes institutionnelles, notamment celles entreprises dans le cadre du PASEC et d'autre part mener le dialogue avec les partenaires en vue de mobiliser des ressources additionnelles pour la mise en œuvre des activités.

Le présent rapport fait la synthèse des activités réalisées en 2013, conformément aux résultats attendus déclinés dans les quatre axes : 1) appui aux politiques éducatives, concertation et promotion des intérêts communs ; 2) appui au pilotage de la qualité et à la gouvernance des systèmes

éducatifs des pays membres de la CONFEMEN ; 3) Information et communication pour une plus grande visibilité des actions de la CONFEMEN et de ses partenaires ; 4) fonctionnement du STP, des instances de la CONFEMEN et mobilisation des ressources financières.

Les activités réalisées dans le cadre du plan d'action ont permis de consolider les changements amorcés au niveau institutionnel et d'opérer des choix stratégiques pour appuyer et accompagner efficacement les politiques éducatives, le pilotage et la gouvernance des systèmes éducatifs et de formation professionnelle.

Les résultats obtenus attestent de la qualité du travail réalisé dans le cadre des réunions des instances (Session ministérielle, Bureau, Groupe de travail des correspondants nationaux) et des réunions de suivi des activités du PASEC (comité de pilotage et comité scientifique). Ces résultats sont également le fruit de l'engagement de toute l'équipe du STP ainsi que du partenariat fondé sur les valeurs de partage et de confiance et sur la mutualisation des efforts.

La CONFEMEN adresse ses sincères remerciements à tous les acteurs et à toutes les Institutions partenaires qui ont contribué à la mise en œuvre des activités et aux partenaires techniques et financiers dont le soutien financier ont contribué à l'atteinte des résultats.

Ce rapport synthèse des activités est structuré autour de cinq grandes parties : réunions statutaires et de pilotage ; appui aux politiques éducatives, concertation et développement du partenariat ; renforcement des relations avec les autres instances de la Francophonie ; appui au pilotage de la qualité et à la gouvernance des systèmes éducatifs et renforcement de la visibilité des actions de la CONFEMEN.







# 1

## RÉUNIONS STATUTAIRES ET DE PILOTAGE

---







### 1.1 RÉUNION DU GROUPE DE TRAVAIL DES CORRESPONDANTS NATIONAUX

Le groupe de travail des correspondants nationaux des États et gouvernements membres du bureau s'est réuni du 25 au 27 mars 2013 à Dakar (Sénégal). Plusieurs points étaient inscrits à l'ordre du jour, notamment l'examen des documents préparatoires à la réunion du Bureau et de la 56e session ministérielle et l'état de mise en œuvre des recommandations des assises sur l'EFTP, tenue en septembre 2012 à Ouagadougou (Burkina Faso) et de la 55e

session ministérielle tenue en décembre 2012 à Ndjamena (Tchad). À l'issue de la rencontre, un rapport a été élaboré et transmis aux CN accompagné des documents validés (cf. les documents finalisés du GT).

### 1.2 RÉUNION DU BUREAU DE LA CONFEMEN

La réunion du Bureau de la CONFEMEN a eu lieu les 11 et 12 juin 2013, à Liège (Fédération Wallonie-Bruxelles) et a enregistré la participation de plusieurs ministres et chefs de délégation ainsi que celle du Directeur de





l'Éducation et de la Jeunesse, représentant l'Administrateur de l'OIF. Au nombre des décisions prises figurent l'élaboration et l'adoption d'une note argumentaire réaffirmant la pertinence de la mission de la CONFEMEN et la nécessité de son maintien comme institution francophone spécialisée en éducation, l'adoption définitive du thème de la 56e session ministérielle «Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie : défis, priorités et perspectives pour l'après 2015» et de la note de cadrage y relative et l'élaboration d'une déclaration des ministres de la CONFEMEN sur les nouveaux objectifs et les priorités de l'éducation pour l'après 2015. Cette Déclaration a été adoptée par l'ensemble des ministres de la CONFEMEN en juillet 2013.

### 1.3 RÉUNION DU COMITÉ DE PILOTAGE DU PASEC

La première réunion du Comité de Pilotage a eu lieu en mars 2013 sous la présidence du Président en exercice de la CONFEMEN. Cette réunion a débouché sur des décisions importantes, notamment le choix du Coordonnateur du PASEC et la validation de la programmation de 2013.

La 2e réunion du comité de pilotage s'est tenue en décembre 2013 sous la présidence de la Présidente en exercice de la CONFEMEN. Elle a examiné notamment le bilan technique et financier du plan d'action,

la reprogrammation des activités pour 2014, le partenariat du PASEC et le fonctionnement des équipes nationales et du comité scientifique.

### 1.4 RÉUNION DU COMITÉ SCIENTIFIQUE DU PASEC

Le Comité Scientifique (CS) du PASEC s'est réuni à Nantes (France) en juin 2013 pour faire le point sur la préparation des évaluations groupées, sur les évaluations en cours (y compris le processus de validation des rapports d'évaluations) et sur d'autres dossiers techniques. Elle a aussi été l'occasion de discuter du rôle et de l'élargissement du CS ainsi que sur des questions de partenariat du PASEC.

Une autre réunion du CS tenue en décembre 2013 avait à l'ordre du jour l'examen des résultats de la mise à l'essai pour les évaluations internationales PASEC 2014, le canevas du rapport international des évaluations et également des questions de partenariat.





## Déclaration des ministres sur les priorités de l'éducation pour l'après 2015

Les ministres de l'Éducation de la CONFEMEN ont adopté en juillet 2013 une déclaration qui exprime leur volonté de faire entendre la voix de la Francophonie sur les défis et les priorités d'une éducation inclusive et de qualité pour tous pour l'après 2015, en mettant l'accent sur les quatre priorités suivantes :

### Élargir l'éducation de base obligatoire et gratuite

La première priorité est d'améliorer la qualité de l'enseignement et de la formation pour tous en élargissant l'éducation de base gratuite, du primaire au premier cycle du secondaire. Dans cette perspective, il est du devoir des acteurs étatiques et non étatiques de faire des efforts significatifs en faveur de l'éducation des filles et de tous les groupes sociaux, dont les populations défavorisées, les enfants affectés par les conflits armés ou les catastrophes naturelles, les enfants handicapés et les élèves en difficulté scolaire.

Une telle éducation de qualité requiert des enseignants qualifiés et valorisés, des personnels de gestion bien formés, des infrastructures, des programmes et des ressources pédagogiques adaptés. Elle appelle également à une lutte accrue contre le décrochage scolaire, et au développement de programmes dédiés à la santé, à l'hygiène et à l'alimentation dans le cadre scolaire.

### Renforcer l'éducation et la formation tout au long de la vie

En second lieu, l'éducation et la formation tout au long de la vie constituent une solution privilégiée aux défis actuels de la société, notamment à l'insertion des jeunes par l'emploi. Ce mode d'apprentissage implique une vision systémique et intégrée qui prend en considération les différentes formes d'éducation (formelle, non formelle et informelle) et les divers parcours de formation (préscolaire, formation générale, formation professionnelle et technique...). Cette approche doit également tenir compte des nouveaux enjeux liés aux technologies de l'information et de la communication, ainsi qu'à l'éducation au développement durable, à la citoyenneté et à la paix.

En ce domaine, nous rappelons que la CONFEMEN a organisé, en septembre 2012, à Ouagadougou, les Assises de l'enseignement et de la formation techniques et professionnels qui ont donné lieu à des recommandations.

### Garantir un financement pérenne pour l'éducation

Une éducation de qualité pour tous requiert un financement substantiel, accru et innovant. Les pays eux-mêmes doivent développer des initiatives pour mobiliser davantage de ressources endogènes afin d'assurer le développement de leur système éducatif. A ce titre, l'une des recommandations de la 55e Conférence ministérielle de la CONFEMEN (N'Djamena 2012) invite les États à allouer un minimum de 20 % de leur budget sur leurs ressources propres à l'éducation. De surcroît, une mobilisation de la communauté internationale et des partenaires techniques et financiers est nécessaire et doit être poursuivie après 2015 pour compléter les efforts internes. Les ressources ainsi mobilisées devront être utilisées de manière efficiente.

### Assurer une bonne gouvernance et renforcer les partenariats

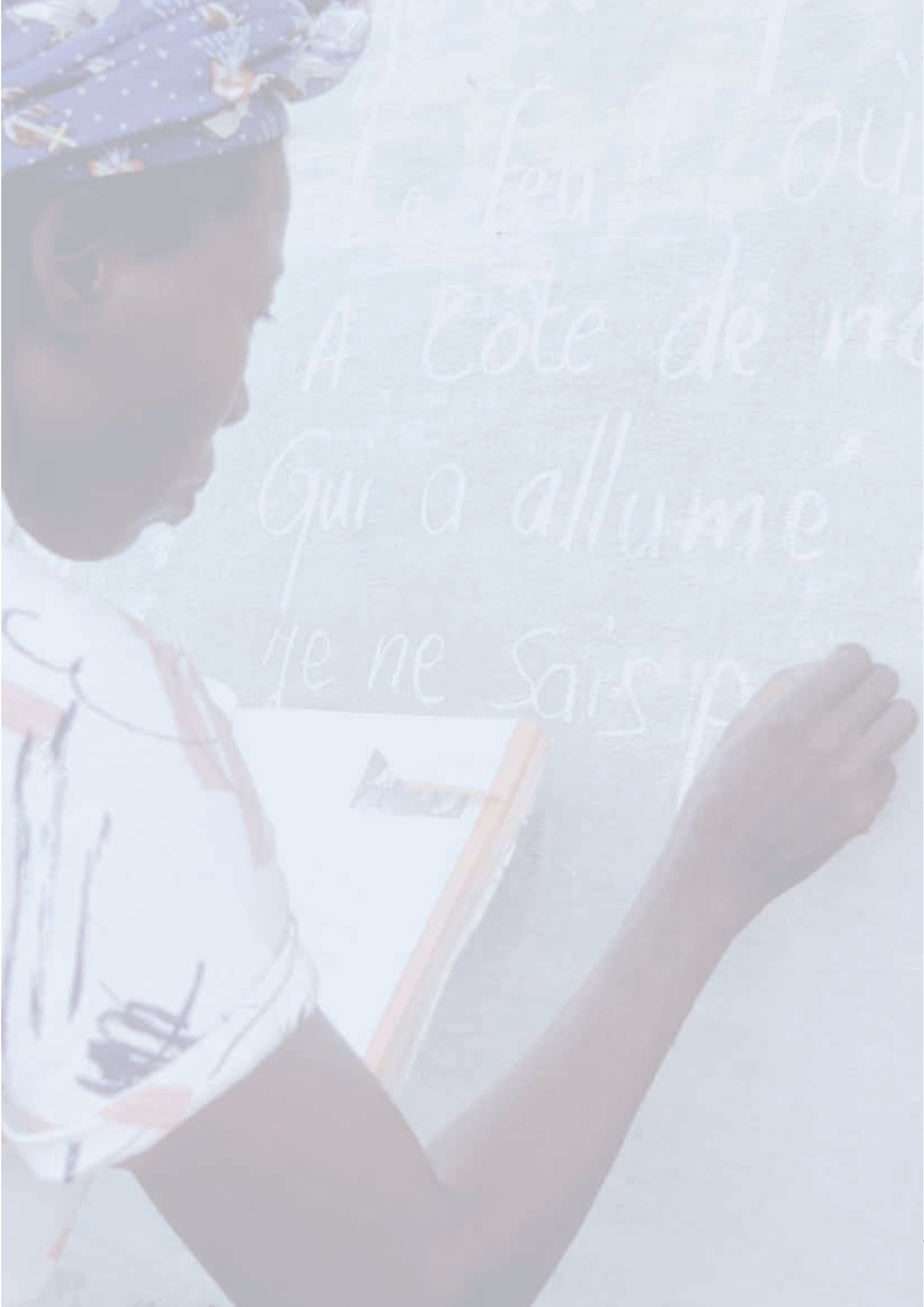
La bonne gouvernance des politiques publiques suppose des principes fondamentaux de transparence et de reddition des comptes. Il convient donc de développer des outils de pilotage et de contrôle des systèmes éducatifs qui visent à évaluer régulièrement la qualité des services éducatifs, comme le programme d'analyse des systèmes éducatifs des pays de la CONFEMEN (PASEC). Il importe également d'intensifier la recherche afin de mettre en place des systèmes d'informations statistiques fiables et un partage des pratiques innovantes qui favorisent l'amélioration de la qualité et de l'équité des systèmes éducatifs. Enfin, il est important de renforcer le dialogue social et l'implication des acteurs (parents, communauté, organisations de la société civile, secteur privé) dans l'amélioration des systèmes éducatifs, sans oublier le rôle crucial de l'État en tant que garant de la qualité du système éducatif.



# 2

## APPUI AUX POLITIQUES ÉDUCATIVES, CONCERTATION ET DÉVELOPPEMENT DU PARTENARIAT

---



Le feu qui est allumé  
à côté de moi  
ne me saisit pas.

## 2.1 CONCERTATIONS AVEC DES PARTENAIRES SUR LES PROBLÉMATIQUES DE L'ÉDUCATION

- *Initiative du Secrétaire général des Nations unies « l'Éducation avant tout »*

La CONFEMEN est membre actif du cadre de coordination du suivi de l'EPT pour l'Afrique subsaharienne. Elle participe à l'organisation des ateliers de «La Grande Poussée», une initiative qui vise à aider les pays à améliorer leur situation en matière d'Éducation pour tous (EPT) en s'engageant dans des processus d'accélération durant la période 2013-2015. Pour l'atteinte de cet objectif, différents outils ont été développés et sont maintenant disponibles sous le label Élaborer le cadre d'accélération de l'EPT pour «La Grande Poussée» : Directives. Dans un premier temps 8 pays (Angola, Lesotho, Swaziland, Zambie, Tchad, Côte d'Ivoire, Niger, Sénégal) se sont réunis à Dakar du 20 au 23 mars 2013 afin de recevoir la formation et réaliser des simulations sur l'élaboration des cadres d'accélération nationale de l'EPT.

Un 2e atelier tenu à Luanda (Angola) du 18 au 22 octobre 2013 a d'abord permis aux huit pays de la première phase de présenter leur rapport de progrès d'accélération de l'EPT, ensuite, les pays de la 2e phase (Burkina Faso, Cameroun, République démocratique du Congo, Kenya, Madagascar, Rwanda, Togo) se sont réunis avec des facilitateurs du comité de coordination de l'EPT en Afrique subsaharienne (ADEA, ANCEFA, CONFEMEN FAWÉ, UNESCO) et des représentants des pays de la première phase pour s'approprier les outils et faire à leur tour des simulations sur l'élaboration des cadres d'accélération nationale de l'EPT.

- *Réunion débat «Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie : défis, priorités et perspectives pour l'après 2015»*

La CONFEMEN a entamé en 2013, la préparation de la réunion-débat qui doit se tenir sur le thème de la 56e Session ministérielle. Une note de cadrage a été

élaborée et validée par la réunion du Bureau de 2013 avec trois thématiques qui ont chacune fait l'objet d'une étude devant alimenter la réflexion lors de la réunion :

- l'accès à une éducation inclusive et de qualité pour tous dans une perspective d'éducation de base élargie, du préscolaire au secondaire ;
- la gouvernance partenariale et décentralisée des systèmes éducatifs régulés par les autorités publiques nationales ;
- le financement durable des systèmes éducatifs pour plus d'efficacité et un meilleur coût-efficacité.

La réunion-débat s'inscrit dans le cadre des réflexions menées autour des enjeux et des perspectives de l'éducation et de la formation pour l'après 2015.

- *Programme Élan Afrique*

La CONFEMEN est membre du Comité de coordination international du programme Élan Afrique. À ce titre, elle a participé et présidé les travaux de la réunion sur le bilan à mi-parcours du programme, tenue à Kinshasa du 25 au 30 novembre 2013. Ce programme enregistre une mise en œuvre effective dans les pays concernés par l'initiative. Il ressort du rapport, qu'environ 51 892 élèves sont concernés par l'expérience des classes bilingues tenues par 2931 enseignants ; 135 encadreurs assurent le suivi-accompagnement de ces classes réparties sur 423 écoles bilingues, pour 28 langues enseignées, dans 7 des 8 pays concernés par le projet (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Niger, RD Congo, Sénégal) étant donné que le Mali qui réintègre l'OIF va bénéficier d'un rattrapage.

Par ailleurs, le PASEC a été sollicité pour soutenir l'évaluation du projet ELAN. Une équipe de l'Université de Nantes est chargée de monter le protocole d'évaluation. L'appui technique et scientifique du PASEC est attendu (vérification des protocoles d'enquête et mise en relation avec les équipes nationales PASEC pour les opérations de collecte).





- *Renforcement des capacités managériales des directeurs d'école*

L'activité « appui à la formation des personnels de gestion : renforcement des capacités managériales des directeurs d'école en vue d'un pilotage efficace de la qualité de l'éducation » est initiée et financée par l'OIF en phase pilote dans cinq (5) pays de l'Afrique subsaharienne francophones. La collaboration de la CONFEMEN, qui est membre du comité de suivi et de pilotage, est sollicitée pour assurer la diffusion des documents et outils de formation disponibles.

- *Renforcement des capacités en matière de curriculums dans les pays francophones*

La CONFEMEN intervient comme membre du comité de suivi et membre du conseil scientifique dans la mise en œuvre du programme "post graduate diplomate for university design" (PGDPDD), un DESS mis en place par l'UNESCO. Cette formation réalisable sur 8 mois en présentiel et à distance est ouverte aux spécialistes de curriculum et de l'éducation. Il s'inscrit dans

les recommandations des Assises de Brazzaville sur les réformes curriculaires.

En outre, dans le cadre des programmes de renforcement des capacités, la CONFEMEN a participé aux rencontres sur l'élaboration des cadres de certification des enseignants de la zone Afrique subsaharienne francophone qui visent à améliorer la professionnalisation des enseignants.

À cet effet, il est prévu l'élaboration d'un cadre régional de certification alimenté par des cadres nationaux dont la réalisation sera appuyée par l'UNESCO Breda en collaboration avec la CONFEMEN et d'autres experts. Une matrice indicative basée sur un socle minimal de compétences doit être remplie par les pays. La CONFEMEN est retenue pour accompagner le Mali.

Dans le domaine toujours de renforcement des capacités, le PASEC, en partenariat avec le Pôle Dakar et la Faculté des sciences et technologies de l'éducation et de la formation (FASTEF), est sollicité pour apporter son appui dans le cadre de la mise en œuvre du master en politiques sectorielles et gestion des systèmes éducatifs (PSGSE).



## 2.2 RENFORCEMENT DU PARTENARIAT ET MOBILISATION DES RESSOURCES

Le partenariat s'est renforcé avec des institutions à travers des réunions, des échanges ou des rencontres multilatérales et/ou bilatérales. Les domaines de partenariat technique et/ou financier ont été établis. Des partenaires participent aux activités de la CONFEMEN et y apportent leurs contributions et vice-versa.

### • Partenariat avec la BID

La CONFEMEN a établi un contact de partenariat avec la Banque islamique de développement (BID). Le Secrétaire général a eu une séance de travail avec la Représentation régionale de l'Institution à Dakar dont l'objet a porté sur les domaines de coopération future, notamment le suivi de la prise en compte des écoles médersas ou franco arabes dans les politiques éducatives au niveau de l'espace francophone d'Afrique subsaharienne.

### • Partenariat avec l'AFD

L'Agence française de développement (AFD) a apporté un appui technique et financier important au PASEC pour la mise en œuvre de son plan stratégique (2013 – 2016) d'un montant total de quatre millions (4 000 000) d'euros pour 4 ans, durée du plan stratégique. L'appui financier a été formalisé

dans le cadre d'une convention de financement signé en mars 2013 entre le Secrétaire général et le Directeur de l'AFD à Dakar, en présence de l'Ambassadeur de France à Dakar.

### • Partenariat avec la BM

La Banque mondiale (BM) a également apporté un appui technique et financier au PASEC d'un montant global d'environ 1 million de dollars US pour 3 ans. Cet appui financier est accordé pour le renforcement des capacités, surtout en gestion axée sur les résultats (GAR) des décideurs et des experts des systèmes éducatifs de 12 pays d'Afrique subsaharienne francophone dont les 10 pays inscrits aux évaluations internationales PASEC 2014.

### • Partenariat avec l'UNICEF

Il s'agit particulièrement du partenariat établi avec la CONFEMEN dans le cadre des activités du PASEC dans les pays participants aux évaluations, notamment le Tchad, le Burundi et la Guinée Bissau. De plus, la CONFEMEN a été sollicitée par l'UNESCO et a participé à un groupe de travail sur les exclus dans la sous-région, dans l'optique de lancer une mobilisation régionale contre l'exclusion scolaire et retenir les meilleures pratiques pour endiguer l'exclusion scolaire dans les systèmes éducatifs.



- **Partenariat avec la KOICA**

La CONFEMEN a établi un contact de partenariat avec l'Agence coréenne de coopération internationale (KOICA). A l'issue des échanges de correspondances et d'une audience du Secrétaire général avec le Représentant résident de KOICA au Sénégal, un programme de renforcement de capacités a été élaboré. Ce partenariat prévoit également la mise à disposition d'un volontaire dans le domaine de la gouvernance des systèmes éducatifs par les TICS.

- **Partenariat avec Apréli@**

Après des activités de partenariat menée dans le cadre du précédent plan d'action, la CONFEMEN a parrainé en 2013, l'Association pour la promotion des ressources éducatives libres africaines (Apréli@) pour sa participation au prix international « Hamdan Bin Rachid al Maktoum », lancé par l'UNESCO, sur les projets phares et novateurs de renforcement de capacités des enseignants.

- **Partenariat avec la délégation générale du XVe Sommet de la Francophonie**

La CONFEMEN est associée aux rencontres préparatoires pour l'organisation du XVe Sommet de la Francophonie qui se tiendra en novembre 2014 à Dakar sur le thème « Jeunes et femmes en Francophonie : vecteurs de paix, acteurs de développement ». Elle est membre du comité technique chargé de l'organisation de l'atelier

international sur l'offre de formation en francophonie, organisé dans le cadre du Sommet.

## **2.3 PARTENARIAT AVEC D'AUTRES STRUCTURES DANS LE CADRE DU PASEC**

- **Partenariat dans le cadre du projet LMTF (*Learning Metrics Task Force*)**

Ce partenariat qui a débuté en 2012 s'est poursuivi. Le projet LMTF vise à élaborer un référentiel commun de compétences à évaluer au préscolaire, primaire et secondaire (collège) et des indicateurs internationaux sur la qualité des apprentissages, ainsi qu'un consortium international regroupant les programmes d'évaluation régionaux et internationaux, les ministères de l'éducation, et les institutions internationales œuvrant dans le domaine de l'éducation. Le PASEC joue un rôle consultatif dans la production des documents du LMTF.

- **Partenariat avec le SACMEQ :**

Le partenariat entre le PASEC et le SACMEQ s'est renforcé avec la tenue en novembre 2013, à l'Institut international de planification de l'éducation (IIEP), à Paris, d'une rencontre entre les ministres de la CONFEMEN dont les pays participent aux évaluations PASEC 2014 et les ministres du SACMEQ., en marge de la 37e Conférence générale de l'UNESCO.

Cette rencontre ministérielle avait pour objet d'échanger sur le programme de coopération entre le SACMEQ et le PASEC. Elle a permis





d'apprécier les actions déjà menées dans le cadre de cette coopération et surtout de dégager des pistes qui permettront de renforcer la collaboration entre les deux programmes.

La rencontre s'est tenue à l'occasion de la 9e session de l'Assemblée des ministres du SACMEQ, au cours de laquelle, la Directrice générale de l'UNESCO, Madame Irina BOKOVA, a prononcé un discours, dans lequel, elle a salué le partenariat entre le SACMEQ et le PASEC ; un partenariat qui témoigne de l'engagement des deux programmes à relever les défis de l'éducation en s'appuyant notamment sur des données claires, en renforçant les capacités et en générant de l'information dont les décideurs ont besoin pour améliorer la qualité de l'éducation.

#### • Partenariat avec l'OCDE dans le cadre du PISA

L'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) a sollicité le PASEC en décembre 2013 pour participer au projet "PISA pour le développement" qui vise à mettre en place dans les pays d'Afrique des évaluations des acquis des jeunes de 15 ans avec deux composantes : la première consiste à évaluer les élèves scolarisés de 15 ans sur un échantillon représentatif de la population cible, et la deuxième consiste à évaluer les jeunes de 15 ans non scolarisés (qui ont quitté l'école après le cycle primaire ou qui n'ont pas du tout eu accès à l'école) sur un

échantillon de convenance. Le Projet "PISA pour le développement" débute par une phase pilote, avec une évaluation dans un nombre réduits de pays (8) dont deux (Sénégal et Cambodge) participent aux évaluations PASEC. En attendant la clarification des termes du partenariat et l'accord des instances, le PASEC continue ses travaux concernant la mise en place d'une évaluation PASEC en fin d'éducation de base (évaluation collège).

#### • Partenariat dans le cadre du projet GRA

Ce projet a été élaboré en collaboration avec l'AFD, l'Université de Nantes, le PASEC et le Pôle Politiques éducatives de la CONFEMEN. Il vise à mettre à la disposition des enseignants des pays évalués par le PASEC des outils diagnostiques et de remédiation pour les deux premières années du primaire. Ce projet vise la conception des outils, leur mise à l'essai mais également l'élaboration de procédures d'implantation dans les pays concernés. Le PASEC est sollicité pour évaluer l'impact des différents projets.

Partenariat avec le programme OPERA (Observatoire des pratiques enseignantes)

L'AFD a sollicité le PASEC pour participer à une évaluation d'un échantillon d'écoles ayant bénéficié du programme OPERA. Cette évaluation passerait par l'ajout d'un échantillon d'écoles participant au projet OPERA à l'échantillon des évaluations internationales PASEC. L'analyse des données se ferait par un consultant, sous la supervision du PASEC.





# 3

## **RENFORCEMENT DES RELATIONS AVEC LES AUTRES INSTANCES DE LA FRANCOPHONIE**

---





## Note argumentaire sur le bien-fondé de la CONFEMEN en tant qu'Institution francophone spécialisée en éducation

Les ministres ont adopté lors de la réunion du Bureau de la CONFEMEN tenue à Liège en juin 2013, une note argumentaire sur le bien-fondé de la CONFEMEN, son rôle et sa responsabilité au sein de la Francophonie. À travers cette note argumentaire, les ministres de l'Éducation entendent renforcer la collaboration et la synergie d'actions entre la CONFEMEN et l'OIF. Ils réaffirment l'intérêt et la pertinence de la CONFEMEN ainsi que leur volonté pour le maintien de l'Institution comme instance autonome et spécialisée, leur permettant de s'exprimer de manière commune et solidaire sur les grands débats portant sur le développement de l'éducation au sein de la Francophonie.

### 3.1 PARTICIPATION AUX SESSIONS DU CPF, DE LA CMF ET DE L'APF

La 87e session du Conseil permanent de la Francophonie (CPF) tenue le 15 mars 2013 à Paris a été l'occasion pour la CONFEMEN de communiquer sur son appui à l'élaboration et à la mise en œuvre des politiques éducatives. La communication du Secrétaire général a porté essentiellement sur le document d'analyse des politiques éducatives des pays du sud, membres de la CONFEMEN, publié à l'issue d'une étude menée dans 14 pays. Le CPF a positivement apprécié les conclusions de cette étude qui a reçu l'appui financier de l'OIF et qui donne des informations sur les éléments fondamentaux qui caractérisent le processus d'élaboration et de mise en œuvre des politiques éducatives dans les pays du sud.

La 89e session du CPF s'est tenue à Paris le 28 juin 2013. La communication de la CONFEMEN a porté sur les résultats des consultations mondiales au niveau du secteur de l'éducation dans le cadre de la préparation de l'agenda de l'après 2015 et le rôle que la CONFEMEN entend y jouer au nom de la Francophonie. À cet effet, le Secrétaire général a mis l'accent sur les priorités qui sont définies par les pays francophones dans une déclaration solennelle des ministres de l'Éducation de la CONFEMEN.

La 90e session du CPF et la 29e session de la Conférence ministérielle de la Francophonie (CMF) ont respectivement eu lieu le 6 novembre et les 7 et 8 novembre 2013 à Paris en France. L'intervention du

Secrétaire général de la CONFEMEN a porté essentiellement sur un sujet d'actualité : « l'utilisation des langues nationales et du français dans les systèmes éducatifs (le bilinguisme).

Il s'est agi de partager avec les membres du conseil, les résultats d'une étude menée dans le cadre de la 55e session ministérielle de la CONFEMEN (Ndjamena, 2012). Cette étude a abordé la question des langues nationales comme l'un des paramètres essentiels d'amélioration de la qualité, de la pertinence et de l'équité du système éducatif. Aussi, est-il reconnu que les premiers apprentissages dans la langue la mieux maîtrisée par l'enfant dès son jeune âge, facilitent l'intégration de l'enfant à l'école.

La 39e session de l'Assemblée parlementaire de la Francophonie (APF) s'est tenue du 8 au 12 juillet 2013 à Abidjan. Cette rencontre qui a réuni plus de 400 délégués du monde francophone a été l'occasion pour le Secrétaire général de la CONFEMEN de redynamiser le partenariat avec l'APF. Une rencontre a eu lieu le 10 juillet entre le Secrétaire général et le vice-président de la Commission de l'éducation, de la communication et des affaires culturelles (CECAC) de l'APF, M. Yves Reinkin, député de la Fédération Wallonie-Bruxelles. Elle a permis à la CONFEMEN et à l'APF de réaffirmer leur vision commune quant à la promotion de l'Éducation à l'environnement et au développement durable (EEDD). La teneur des échanges a d'ailleurs été rapportée devant la CECAC lors de sa réunion le 11 juillet.

A travers un échange de courriers datés de



juillet 2013, l'APF et la CONFEMEN ont convenu de collaborer à l'avancement de cet enjeu majeur pour l'avenir de l'humanité à travers trois pistes de travail :

- l'interpellation des ministres de l'Éducation de la Francophonie sur les enjeux et les défis de l'EEDD ;
- l'appui à l'identification des régions ou des pays qui pourraient bénéficier des sessions de formation décentralisées ;
- la mise en place éventuelle d'un projet pilote de mise en réseau des établissements scolaires, des structures institutionnelles et des espaces éducatifs de la société civile en vue de booster l'éducation au développement durable pour tous et tout au long de la vie.

### **3.2 RÉUNION DU COMITÉ CONJOINT DE SUIVI OIF/CONFEMEN**

La réunion du Comité conjoint a eu lieu les 23 et 24 septembre 2013 à Dakar. Les décisions et les recommandations adoptées portent sur :

- la révision de la convention-cadre de coopération OIF-CONFEMEN ;

l'implication de la CONFEMEN dans le processus d'élaboration du nouveau cadre stratégique de l'OIF ;

- la volonté réciproque de maintenir la CONFEMEN en tant qu'Institution de développement de l'éducation et de la formation ;
- la définition d'une stratégie de plaidoyer auprès des ministres sur les enjeux de la régulation par l'État de l'équité et de la qualité de l'éducation ;
- le suivi étroit des recommandations des Assises sur l'enseignement et la formation techniques et professionnels ;
- la mise en place d'une structure unique d'évaluation dans les pays impliquant la possibilité d'une intégration des Dispositifs nationaux d'évaluation (DNE-Projet OIF) au PASEC ;
- la mise en place d'un mécanisme de concertations régulières et de partage d'information entre la Direction de l'Éducation et de la Jeunesse de l'OIF et le Secrétariat technique permanent de la CONFEMEN.



### 3.3 PARTENARIAT ENTRE LA CONFEMEN ET L'AIMF

Dans le cadre de ce partenariat, la CONFEMEN a participé à la 33e Assemblée générale de l'Association internationale des Maires francophones (AIMF), tenue les 15 et 16 novembre 2013 à Paris. Le thème a porté sur "Les élus locaux francophones : leurs actions en faveur de l'économie sociale et solidaire". Le Secrétaire général a saisi l'occasion pour faire la promotion de la déclaration des ministres de la CONFEMEN sur les priorités de l'éducation pour l'agenda de l'après 2015 auprès des Maires francophones.

### 3.4 MISE EN ŒUVRE DE LA CONVENTION CONFEMEN/CONFESJES/IAAF

Une convention-cadre tripartite a été signée entre la CONFEMEN, la CONFESJES et l'Association internationale des fédérations d'athlétisme (IAAF). Elle porte essentiellement sur la mise en place de Kids' athletics, à travers notamment des actions de formation des formateurs d'enseignants des écoles primaires et secondaires et des actions conjointes de promotion et de développement de l'athlétisme dans des pays bénéficiaires de subventions et des pays qui ont mis en œuvre des actions de relance de l'EPS à l'école. Les modalités de mise en œuvre de la convention tripartite ont été définies par la Commission mixte de supervision et de coordination dont fait partie la CONFEMEN. Il a été retenu la réalisation d'une action pilote dans un pays membre des deux Conférences ministérielles.

La CONFESJES et la CONFEMEN ont procédé à la sélection du pays bénéficiaire du projet pilote, le Togo, à la suite d'un appel à candidature. La CONFEMEN a ainsi participé à la supervision de la formation des formateurs au Kids' athletics, avec un expert de l'IAAF, dans le cadre du projet pilote de relance du sport à l'école, du 16 au 20 décembre 2013 à Lomé.

Un plan d'action de déroulement du programme a été arrêté. L'évaluation de la phase pilote permettra de définir les perspectives d'extension du projet à l'intérieur du pays, puis dans les autres pays qui avaient soumis leur candidature et figurant sur la liste prioritaire.

La participation de la CONFEMEN a permis de renforcer le plaidoyer pour la promotion de l'éducation physique et sportive à l'école et de repositionner le projet dans le système éducatif de base en impliquant davantage les acteurs de l'éducation.

### 3.5 CONCOURS DES 10 MOTS DE LA FRANCOPHONIE

La contribution de la CONFEMEN aux manifestations de la journée internationale de la Francophonie se traduit depuis une dizaine d'années par l'organisation du concours des 10 mots de la Francophonie. L'édition 2013 du Concours des 10 mots a été organisée en collaboration avec le Groupe des Amis de la Francophonie au Sénégal, les ministères de l'Éducation des pays participants et l'Association des professeurs de français du Sénégal. Ce concours d'expression écrite et de production artistique est destiné aux





élèves du niveau élémentaire, du moyen et du secondaire des établissements publics et privés.

Huit (8) pays ont participé à cette 8e édition : Sénégal, Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Liban, Niger, RD Congo et Tchad. Les 10 mots de 2013 sont : « atelier, bouquet, cachet, coup de foudre, équipe, protéger, savoir-faire, unique, vis-à-vis, voilà ». Environ 7000 élèves ont pris part au concours avec

une forte présence des filles parmi les 30 lauréats (21 filles lauréates contre 9 garçons).

Plusieurs partenaires ont apporté leur soutien à l'organisation du Concours : les Ambassades du Grand-Duché de Luxembourg, de la R.D. Congo, du Burkina Faso, du Cameroun et du Canada, la CONFEJES, le Ministère de la Culture, la Délégation Wallonie-Bruxelles.





# 4

## APPUI AU PILOTAGE DE LA QUALITÉ ET À LA GOUVERNANCE DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

---





#### 4.1 FINALISATION DES DERNIÈRES ÉVALUATIONS NATIONALES DES SYSTÈMES ÉDUCATIFS

Parallèlement à la préparation du lancement des évaluations internationales PASEC 2014, il a été procédé à la finalisation de quatre évaluations diagnostiques sous l'ancienne approche. Les pays concernés sont le Mali, le Cambodge, la République démocratique Lao et le Vietnam.

- **Évaluation des systèmes éducatifs du Cambodge et du Laos**

Les restitutions des évaluations diagnostiques des systèmes éducatifs du Cambodge et de la RDP Lao ont eu lieu en novembre 2013. Elles ont connu la participation du Secrétaire général de la CONFEMEN, du coordonnateur du PASEC et de deux Conseillers techniques chargés des dossiers.

Au Cambodge, les résultats de l'enquête ont permis de dresser des constats et de proposer aux autorités des pistes de réflexion et d'amélioration de la politique éducative. Au nombre des points soulevés par le rapport, on note que i) le système fait progresser significativement, au cours d'une année

scolaire, les élèves en début et en fin de scolarité primaire ; ii) environ 60% des élèves maîtrisent les compétences de base attendues en tout début de scolarité et iii) en fin de cycle primaire, près de 80% des élèves disposent des compétences minimales pour poursuivre la scolarité. Toutefois on constate un tassement de la répartition des élèves en fin de cycle primaire en ce sens qu'il n'y a plus que 23% des élèves qui disposent des compétences attendues en langue Khmer en cinquième année, alors qu'ils étaient 66% en deuxième année. Ce tassement est observé dans une moindre mesure en mathématiques.

En RDP Lao, l'évaluation a révélé que le système éducatif fait progresser significativement les élèves au cours d'une année scolaire. Il est cependant observé un tassement de la valeur ajoutée en langue d'enseignement lao en fin de scolarité. L'étude recommande entre autres que le rôle de l'enseignant et du directeur soit davantage mieux compris et mieux cerné afin d'identifier les mécanismes par lesquels ces derniers ont de bons résultats dans les classes et dans les écoles. Cela permettrait la mise en place de mesures susceptibles d'améliorer les pratiques pédagogiques et les performances des enseignants.

Les résultats de l'évaluation diagnostique du Cambodge et de la RDP Lao ont été favorablement accueillis et les autorités des deux pays se sont engagées à exploiter les recommandations qui doivent contribuer à l'amélioration des performances des élèves. Les données apurées sont disponibles et les rapports sont mis en ligne sur le site de la CONFEMEN.

- **Évaluation des systèmes éducatifs du Mali et du Vietnam**

Les restitutions des résultats des évaluations diagnostiques des systèmes éducatifs du Mali et du Vietnam sont prévues en février 2014. Réalisée au cours de l'année scolaire 2011/2012, ces évaluations ont consisté à mener des enquêtes (pré test et post test) auprès des élèves de deuxième et cinquième années et auprès des enseignants desdits élèves et de directeurs d'écoles.

Les restitutions de ces évaluations pourraient se faire en trois étapes : d'abord au Ministre

et à son cabinet, ensuite aux Partenaires techniques et financiers et enfin à un public plus large, incluant la société civile.

#### **4.2 PRÉPARATION DES ÉVALUATIONS INTERNATIONALES PASEC 2014**

La réforme du PASEC adoptée par la Session ministérielle de 2012 consacre le passage des évaluations diagnostiques nationales à des évaluations internationales comparatives. Le PASEC ambitionne de réaliser un programme régulier d'évaluation tous les quatre ans. L'année 2013 a servi à la préparation du lancement des évaluations internationales PASEC 2014 qui concernent 10 pays (Bénin, Burkina Faso, Burundi, Cameroun, Côte D'ivoire, Congo, Niger, Sénégal, Tchad, Togo). Les outils d'enquête et les manuels de procédure de collecte des données ont été finalisés et la mise à l'essai dans les pays effectuée.

Un premier regroupement des équipes nationales PASEC des dix pays s'est tenu du







18 au 28 février 2013 à Saly (Sénégal). L'objectif était de former les équipes nationales aux nouvelles procédures techniques et méthodologies du PASEC et d'harmoniser les pratiques.

#### **4.3 ATELIER DES DÉCIDEURS SUR LA GESTION AXÉE SUR LES RÉSULTATS**

Dans le cadre du partenariat entre la Banque Mondiale et la CONFEMEN, un atelier de formation a été organisé du 20 au 22 mars 2013. Il s'agissait de sensibiliser les décideurs sur les concepts, les outils et la démarche de la Gestion axée sur les résultats (GAR), notamment dans l'utilisation des résultats d'évaluations dans les politiques éducatives. Un grand nombre d'expériences de pays du Sud mais aussi du Nord ont été partagées à cette occasion. Les représentants des dix pays du panel des évaluations PASEC 2014, en plus des représentants du Mali et des personnes ressources de la Banque Mondiale et du Ministère de l'éducation de Pologne ont pris part à l'atelier.

#### **4.4 MISE EN PLACE PROGRESSIVE D'UN OBSERVATOIRE SUR LA QUALITÉ DE L'ÉDUCATION**

Pour donner plus de sens au suivi et à l'amélioration de la qualité des systèmes éducatifs des pays francophones du sud, la CONFEMEN a déjà entamé la réflexion en vue de la mise en place d'un Observatoire sur la qualité de l'éducation qui permettra de :

Disposer d'une base de données fiables par pays francophone et par an sur les indicateurs de suivi de la qualité de l'éducation dans l'espace francophone. Cette base de données sera accessible aux acteurs de l'éducation à partir du site web de la CONFEMEN ;

Élaborer et diffuser tous les deux ou trois ans un rapport analytique sous forme d'un tableau de bord en mettant l'accent sur la comparabilité des indicateurs de qualité de l'éducation en vue d'influencer et d'améliorer les politiques éducatives à terme.

Un document de projet d'Observatoire sera soumis à l'appréciation de la 56e Session ministérielle. L'Observatoire permettra de capitaliser le travail de la CONFEMEN et d'apporter une valeur ajoutée, notamment aux travaux du PASEC.



# 5

## RENFORCEMENT DE LA VISIBILITÉ DES ACTIONS DE LA CONFEMEN

---



## 5.1 PARTICIPATION AUX GRANDES RÉUNIONS RÉGIONALES ET INTERNATIONALES SUR L'ÉDUCATION

- Réunion mondiale sur l'Éducation, Dakar, mars 2013

La CONFEMEN a participé à la réunion mondiale de la Consultation thématique des Nations Unies sur l'Éducation, organisée par le gouvernement du Sénégal, en partenariat avec l'UNESCO et l'UNICEF, et coparrainée par le gouvernement du Canada avec l'appui du gouvernement de l'Allemagne et de la Fondation William et Flora Hewlett. Cette réunion qui s'est tenue à Dakar les 18 et 19 mars 2013, a impliqué les États membres, des groupes de jeunes, le secteur privé, les organisations de la société civile, des experts de haut niveau et des représentants des Nations Unies. La rencontre a examiné les progrès accomplis dans le cadre de l'atteinte des objectifs de l'EPT et les défis qui restent à relever. Elle a proposé en outre, une voie à suivre pour l'éducation dans le cadre du programme de développement post-2015. La participation de la CONFEMEN a été saluée en tant qu'institution portant le message des pays francophones en éducation.

- 5e Conférence internationale sur l'éducation physique et le sport

La CONFEMEN a répondu à l'invitation en participant à la 5e Conférence internationale des ministres et hauts fonctionnaires responsables de l'éducation physique et du sport (MINEPS V) qui s'est tenue du 28 au 30 mai 2013 à Berlin (Allemagne). La cérémonie d'ouverture était présidée par la Chancelière, Mme Angela Merkel, et la Directrice générale de l'UNESCO, Mme Irina Bokova. Les participants ont abordé les défis les plus urgents en matière de politiques sportives internationales et ont formulé des recommandations concrètes orientées vers l'action. Les thèmes discutés au cours de cette réunion avaient trait entre autres à : l'accès au sport comme un droit fondamental pour tous, l'accès des femmes et des filles ainsi que les personnes handicapées au sport. Plusieurs institutions ont été invitées, notamment l'UNESCO, la CONFEMEN, l'IAAF et des OING. La CONFEMEN a bénéficié de partage d'expériences dans le cadre de la relance du sport à l'école, un axe jugé pertinent et prioritaire au niveau des politiques d'éducation physique et sportive dans les pays.



- **Participation aux activités des PTF au Sénégal**

Dans le cadre des activités des Partenaires techniques et financiers au Sénégal, la CONFEMEN a participé à des rencontres qui ont permis de renforcer sa visibilité dans les milieux de réflexion sur les questions d'éducation et de formation :

- **Revue annuelle pour les programmes sectoriels**

La 12e revue annuelle du secteur de l'éducation et de la formation a eu lieu à Dakar, les 14 et 15 mai 2013. Le bilan de l'année 2012 a été présenté. L'accent a été mis sur la planification 2013 à 2025, par la présentation du nouveau Programme d'Amélioration de la Qualité, de l'Équité et de la Transparence (PAQUET). Ainsi les présentateurs ont insisté sur le sens de la réforme et sur les choix politiques et stratégiques à opérer.

- **Réunion firme HNI avec les PTF**

La CONFEMEN a été associée à cette réunion qui s'est tenue sous l'égide de l'USAID, chef de file des PTF et du ministère de l'Éducation nationale, le 27 février 2013 avec comme objet la modernisation des outils de collecte des données dudit ministère à travers un projet expérimental utilisant le téléphone portable. Elle a permis de démontrer une fois de plus l'importance et la pertinence d'intégrer les TIC dans les systèmes éducatifs.

- **Table-ronde sur le thème : « Éducation de qualité pour tous : chaque enfant a besoin d'un enseignant ; des enseignants qualifiés pour tous »**

La CONFEMEN a participé le 4 mai 2013 à cette table ronde organisée dans le cadre de la Semaine mondiale d'action de la COSYDEP qui a replacé la question enseignante dans le contexte de la problématique de l'atteinte des objectifs de l'EPT en 2015.

- **Atelier de restitution de trois études diagnostiques des systèmes de formation des personnels de l'éducation**

La CONFEMEN a participé, les 18 et 19 juin 2013 à l'UNESCO-BREDA, à un atelier de restitution de trois études diagnostiques des systèmes de formation des personnels de l'éducation. L'objectif de l'atelier était de parvenir à un dispositif intégré et holistique pour la formation d'enseignants polyvalents capables d'intervenir du préscolaire au collège.

## **5.2 VISIBILITÉ MÉDIATIQUE DE LA CONFEMEN**

- **Développement de la communication virtuelle**

La CONFEMEN a renforcé sa communication en ligne en assurant la mise à jour du site web et en exploitant les réseaux sociaux (Facebook et Twitter). Cela a contribué à augmenter significativement le nombre de visites du site web qui a été estimé, de janvier au 31 décembre 2013, à 45 757, soit une moyenne mensuelle de 3 813 visites. Les pages du site web ont été visitées durant l'année 161 593 fois, soit 448 pages par jour contre 199 en 2012. La lettre d'information électronique mensuelle de la CONFEMEN, dont le premier numéro a été diffusé en novembre 2012, a contribué également à l'amélioration de cette communication en ligne. En décembre 2013, le nombre d'abonnés à la *newsletter*, s'élevait à 744.

- **Communication événementielle**

Les actions de communication menées lors des rencontres et manifestations organisées en 2013 ont contribué à renforcer la visibilité de la CONFEMEN. Le Concours des 10 mots de la Francophonie qui était à sa 8e édition, est une manifestation annuelle connue et attendue par les élèves, les parents, les enseignants et les encadreurs. La cérémonie de remise des prix a regroupé, en 2013, plus de 500 personnes : autorités nationales, corps diplomatiques, partenaires de l'éducation, parents d'élèves, lauréats, élèves, enseignants, encadreurs et journalistes.



Les signatures de conventions de financement avec l'AFD et la Banque mondiale, le premier regroupement des équipes nationales PASEC et l'atelier des décideurs sur la GAR ont reçu un écho médiatique qui était favorable à la compréhension des enjeux et des défis de la nouvelle vision du PASEC.

En outre, les restitutions des évaluations des systèmes éducatifs du Cambodge et de la RDP Lao ont été des occasions saisies par la CONFEMEN pour communiquer avec les responsables et les partenaires de l'éducation dans ces deux pays.

- **Promotion des productions de la CONFEMEN auprès de la communauté éducative**

La modernisation du Centre d'information et de documentation (CID) de la CONFEMEN engagée en 2011 s'est poursuivie. Elle a contribué à l'augmentation du nombre d'abonnés qui est passé de 185 en décembre 2012 à 257 abonnés en décembre 2013. Le CID contribue à la promotion des

productions de la CONFEMEN. Outre le journal CONFEMEN Infos qui est une publication trimestrielle, la CONFEMEN a publié en 2013 :

Le document de réflexion et d'orientation (DRO) sur le thème de la 55e Session ministérielle : « La diversification de l'offre d'éducation de base : les grands défis pour l'école de demain » en lien avec le développement durable et les Technologies de l'information et de la communication.

Le document de synthèse des politiques éducatives publié sous le titre « Analyse des politiques éducatives des pays du sud, membres de la CONFEMEN ».

Toutes les publications de la CONFEMEN sont disponibles sur le site de la CONFEMEN et ont déjà fait l'objet d'envoi électronique ; contribuant ainsi au renforcement de la visibilité et de la notoriété de la CONFEMEN.

## CONCLUSION

Le plan d'action biennal 2013-2014 comprend soixante et une (61) activités dont la plupart, du fait de leur caractère continu, sont étalées sur les deux ans de mise en œuvre du plan. La plupart des activités prévues en 2013 a été réalisée.

La CONFEMEN renouvelle ses remerciements aux Partenaires techniques et financiers pour leur appui ainsi qu'à tous les États et gouvernements membres qui sont à jour de leurs contributions volontaires et/ou statutaires. C'est grâce à ces efforts financiers que les activités programmées en 2013 ont pu être mises en œuvre avec des résultats satisfaisants.

Ces résultats encourageants permettent d'envisager avec beaucoup plus d'engagement, la réalisation des activités de 2014 dont les plus stratégiques sont : la Session ministérielle d'Abidjan, précédée de la réunion débat sur : « Éducation inclusive et de qualité pour tous en Francophonie : défis, priorités et perspectives pour l'après 2015 » et de l'atelier sous – régional sur le rôle et la place de l'évaluation dans le pilotage et la réforme des systèmes éducatifs, ainsi que le lancement des évaluations internationales du PASEC.

La CONFEMEN invite les Partenaires techniques et financiers et les États et gouvernements membres à maintenir et à renforcer leurs efforts afin de permettre à la CONFEMEN de réussir sa mission d'appui aux politiques éducatives.



Conférence des ministres de l'Éducation  
des États et gouvernements de la Francophonie

**SECRÉTARIAT TECHNIQUE PERMANENT :**

Complexe Sicap Point E  
Immeuble C  
3e étage, Avenue Cheikh Anta Diop  
BP : 3220 Dakar Sénégal  
Tél. +221 33 859 29 79/33 859 29 91  
33 859 29 92/33 859 29 93  
Fax +221 33 825 17 70  
[confemen@confemen.org](mailto:confemen@confemen.org)